

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHE PUBLIC

**REALISATION DE MISSIONS
D'ASSISTANCE GENERALE A CARACTERE ADMINISTRATIF,
FINANCIER ET TECHNIQUE DITE « CONDUITE D'OPERATIONS »
AUX DIFFERENTS STADES D'OPERATIONS IMMOBILIERES
(ISSUES NOTAMMENT DU PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE)**

**POUR LE COMPTE
DES SERVICES DE L'ETAT ET DE CERTAINS ETABLISSEMENTS
PUBLICS
DE LA REGION OCCITANIE**

**APPEL D'OFFRES OUVERT
Référence 2021PFRAOCC002**

La procédure de consultation utilisée pour la passation du présent marché est l'appel d'offre ouvert des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

CPV 1 : 71000000 - Services d'assistance à la conception

CPV 2 : 71240000 - Services d'architecture, d'ingénierie et de planification

DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES PLIS :
Le 09/02/2021 à 12h00

Sommaire

Sommaire	2
Article 1. Pouvoir adjudicateur	3
Article 2. Contexte	3
Article 3. Objet de la consultation	3
Article 4. Procédure de consultation, nature et forme de l'accord-cadre	4
1. Procédure & forme du marché.	4
2. Durée de l'accord-cadre	4
Article 5. Lieu d'exécution.....	5
Article 6. Composition et retrait du dossier de consultation	5
Article 7. Langue.....	5
Article 8. Modification de détail du dossier de consultation.....	5
Article 9. Modalités de transmission des plis.....	5
Article 10. Candidature	6
1. Interdictions de soumissionner.....	6
2. Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques.....	6
3. Conditions de participation : groupement d'entreprises.....	6
4. Contenu de la candidature	6
Article 11. Attente de l'acheteur	7
Article 12. Conditions particulières d'exécution	8
Article 13. Offre.....	9
Article 14. Jugement des offres	11
1. Examen des candidatures.....	11
2. Critère de choix des offres et notation	11
Article 15. Signature du marché et dispositif de vigilance	12
1. Signature du marché	12
2. E-attestation	12
Article 16. Variante.....	12
Variantes à l'initiative du candidat.....	12
Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur	12
Article 17. Délai de validité des offres	12
Article 18. Traitement des offres anormalement basses	13
Article 19. Renseignements complémentaires	13
Article 20. Contacts	13
Article 21. Règlements et litiges	13
ANNEXE - MODALITES DE LA CONSULTATION DEMATERIALISEE	14

Article 1. Pouvoir adjudicateur

Le **pouvoir adjudicateur** est le préfet de la région Occitanie qui représente les services et les établissements publics de l'État dans la région Occitanie. Ces derniers se sont constitués dans un groupement de commande en application L2113-1 et L2113-6 et suivants du code de la commande publique.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** (RPA) chargé de coordonner les besoins par la passation de l'accord-cadre pour le compte des membres du groupement de commande est le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales de la région Occitanie. En application des articles L2113-1 et L2113-6 et suivants susvisés, il est entre autres chargé de signer et de notifier l'accord-cadre, pour le compte des services de l'État et des établissements publics adhérents à ce marché.

Au sein du SGAR, la **Plateforme régional des achats (PFRA)** est chargée de la passation de l'accord-cadre et du suivi de l'exécution. Ses coordonnées sont les suivantes

Préfecture de la Région Occitanie
SGAR- Plate Forme Régionale Achats
1 place Saint Etienne
31000 Toulouse
pfra@occitanie.gouv.fr

Les **services bénéficiaires** sont les services de l'État et opérateurs publics concernés par le présent accord-cadre. Ils procéderont à la signature et la notification des marchés subséquents qui les concernent, à la passation des bons de commande, au suivi de l'exécution, à la vérification du service fait et au paiement des factures sur leurs crédits propres. **Ils sont les pouvoirs adjudicateurs des marchés subséquents qu'ils seront amenés à passer.**

Article 2. Contexte

L'Etat souhaite mobiliser des acteurs du métier de la « conduite d'opérations », permettant de répondre aux besoins de maîtrise en coûts, qualité et délai concernant des opérations immobilières réalisées au profit des services de l'Etat et des établissements publics de l'Etat.

Ces opérations peuvent être initiées :

- Soit dans le cadre du plan de relance de l'économie 2020-2022 : Les prestations objet de l'accord-cadre concerne ainsi le programme mis en place par le gouvernement français dans le but de relancer l'économie française à la suite de la crise économique liée à la pandémie de Covid-19, qui a été annoncé par le Président de la République lors de son allocution du 14 Juillet 2020. Les opérations de travaux financées par ce plan de relance répondent à deux exigences principales :
 - Respect des délais (notification des marchés de travaux au plus tard le 31/12/21, achèvement des travaux au 31/12/23, sauf pour les opérations plus complexes pour lesquelles cette dernière date pourra être repoussée au 31/12/24 ;
 - Les opérations de rénovation concernées (les opérations de construction neuve ne sont pas éligibles) respecteront des critères de rénovation thermique et environnementale ambitieux ;
- Soit des opérations immobilières qui ne sont pas inscrites dans le plan de relance ci-dessus et qui entrent dans la programmation pluriannuelle ordinaire des ministères et des établissements publics. Ces opérations immobilières peuvent être des opérations de construction neuve, rénovation, réhabilitation, mise aux normes, déconstruction, dépollution...

Article 3. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet les missions d'assistance générale à caractère administratif, financier et technique dite « Conduite d'Opérations » aux différents stades d'opérations immobilières issues notamment du Plan de relance de l'Economie pour les services de l'Etat et opérateurs publics de la région Occitanie dont la liste figure en annexe du CCAP.

L'accord-cadre est alloti géographiquement :

N° LOT	DEPARTEMENTS
1	Haute Garonne (31)
2	Gard (30) – Hérault (34)
3	Gers (32) – Lot (46) – Hautes Pyrénées (65) – Tarn-et-Garonne (82)
4	Aveyron (12) – Lozère (48) – Tarn (81)
5	Ariège (09) – Aude (11) – Pyrénées Orientales (66)

Les répartitions de montant par ministère occupant sont disponibles :

- Sur la cartographie de la DIE : [Rénovation énergétique \(portail-die.fr\)](http://renovation-energetique.portail-die.fr)
- Dans l'annexe 1 du CCTP

Les soumissionnaires sont libres de présenter une offre pour chacun des lots.

Article 4. Procédure de consultation, nature et forme de l'accord-cadre

1. Procédure & forme du marché.

Le présent marché est passé selon la **procédure de consultation** de l'appel d'offre ouvert conformément aux articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

L'accord-cadre est attribué aux soumissionnaires dont l'offre est conforme et économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution énoncés dans le présent règlement de la consultation. La note globale reçue (après pondération des critères) permet le classement de chacun des soumissionnaires.

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres :

- Pour les lots 1 et 2 : ne seront retenus que les soumissionnaires classés aux trois premières places qui seront alors attributaires de l'accord-cadre ;
- Pour les lots 3 – 4 – 5 : ne seront retenus que les soumissionnaires classés aux deux premières places qui seront alors attributaires de l'accord-cadre

Les soumissionnaires évincés sont informés du rejet de leur offre dans les conditions fixées à l'article R.2181-1 et suivants du code de la commande publique.

En application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-7 et suivants du code de la commande publique, le présent accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents qui pourront eux-mêmes s'exécuter à bons de commande. Les modalités de passation des marchés subséquents sont prévues à l'art R2162-1 et à l'article 9 du CCAP.

Il est conclu sans montant minimum ni montant maximum.

Il est alloti conformément aux articles L2113-10 et R2113-1 du code susvisé

2. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée initiale de 24 mois à laquelle s'ajoute une ou plusieurs périodes de reconduction.

L'accord-cadre peut faire l'objet d'une ou deux reconduction(s) annuelle(s) éventuelle(s), par tacite reconduction (2+1+1) soit 4 ans au total.

La reconduction, et toute reconduction ultérieure, conduisant à dépasser la durée maximale de 4 ans d'un accord-cadre, telle que prévue à l'article L2125-1 du code de la commande publique, sera conditionnée par l'existence de cas exceptionnels justifiant ce dépassement, notamment au regard d'investissements importants non amortis consentis pour une opération de travaux en cours.

Article 5. Lieu d'exécution

Le lieu d'exécution des prestations est le territoire de la région Occitanie décomposée de ses 13 départements.

La liste non exhaustive des services adhérents figure en annexe du CCAP.

Article 6. Composition et retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des documents suivants :

- Le présent règlement de consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Les annexes financières de l'acte d'engagement,
- Les formulaires DC1 et DC2

Pour une simplification administrative, l'acte d'engagement sera transmis pour signature puis notification aux seuls attributaires de l'accord cadre. **Il n'est donc pas joint à ce stade de la consultation.**

Les candidats doivent retirer le dossier de consultation sur la PLACE, plateforme des marchés de l'Etat, à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence 2021PFRAOCC002.

Le dossier de consultation est téléchargé gratuitement sans inscription. Cependant, l'inscription est fortement recommandée afin de recevoir toutes les informations complémentaires concernant cet appel d'offres (précisions, rectifications, réponses aux questions).

L'acte d'engagement sera transmis pour signature aux seuls attributaires de l'accord-cadre.

Article 7. Langue

La langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation est le français.

Tous les documents doivent être rédigés en français ou être accompagnés d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 8. Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter, au plus tard sept jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation, en particulier une extension de la liste des services.

Cette disposition reste valable dans le cas où cette date serait reportée.

Le candidat devra alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Article 9. Modalités de transmission des plis

Aucune transmission papier n'est autorisée.

Le dépôt des offres se fait uniquement de façon dématérialisée sur le site de la plate-forme des Achats de l'État (PLACE). Les modalités de la consultation dématérialisée figurent en annexe du présent document.

Les plis, enregistrés dans leur ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date limite de réception des offres.

La date limite de remise des plis est celle qui figure en page de garde du présent règlement de la consultation.

Les plis contenant l'ensemble des éléments demandés aux articles 9 et 10 ci-dessous **sont transmis par voie électronique uniquement**, sur la plate-forme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr, sous la référence 2021PFRAOCC002.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr, le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

Si plusieurs plis électroniques sont successivement transmis par un même candidat, seul est ouvert le dernier pli reçu. Le pli rejeté est effacé des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lu. Le candidat en est informé.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte (cf. 3. ci-dessous).

Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues.

La transmission des plis sera effectuée selon les modalités suivantes :

L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées à la page de garde du présent règlement ;

La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;

Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, doc, xls, odt, ods, jpg, dwf seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip.

Les noms des fichiers devront être suffisamment explicites.

Article 10. Candidature

Les articles L2142-1, R2143-3 à R2143-12 et R2343-7 du code de la commande publique et l'arrêté du 29 mars 2016, qui fixe la liste non exhaustive des pièces exigibles, s'appliquent.

1. Interdictions de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 et L2341-5 du code de la commande publique, le candidat ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, l'acheteur. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

2. Interdictions de soumissionner en cas de groupement d'opérateurs économiques

Lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un des membres du groupement, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement. A défaut, le groupement est exclu de la procédure.

3. Conditions de participation : groupement d'entreprises

Dans le cas d'une candidature d'un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble des documents et renseignements attestant de ses capacités juridiques, professionnelles, techniques et financières.

4. Contenu de la candidature

a) Candidature simplifiée sous forme de Document Unique de Marché Européen (DUME)

Les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme du DUME en renseignant uniquement la partie IV – « indication globale pour tous les critères de sélection ».

b) Candidature hors candidature simplifiée

Les candidats doivent transmettre les documents et renseignements suivants :

- Lettre de candidature ou formulaire DC1 présent dans le DCE

En cas d'attribution de l'accord cadre à un groupement d'opérateurs économiques, un document d'habilitation devra être signé par chaque les autres membres du groupement lors de la phase d'attribution;

- Déclaration du candidat ou formulaire DC2 présent dans le DCE ;

Ou tout document permettant de justifier :

- que le candidat n'est pas en redressement judiciaire
- que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner à un marché public
- que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales
- le pouvoir des personnes habilitées à engager le candidat

Pour l'appréciation des capacités économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. Si le candidat n'est pas en mesure de présenter une telle déclaration sur la période demandée en raison d'une création récente, il pourra, à défaut, prouver sa capacité financière par tout autre moyen considéré comme approprié par l'acheteur.

Pour l'appréciation des capacités techniques et professionnelles :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des trois dernières années ;
- Indication des titres d'études et professionnels du candidat et des cadres de l'entreprise ;
- Présentation d'une liste des principales références pour les prestations précitées, obtenues au cours des trois dernières années, en indiquant les montants et les volumes traités et les noms et coordonnées des clients.

Article 11. Attente de l'acheteur

Compte tenu de la nature de la mission de conducteur d'opération, la compétence requise pour leur exercice est appréciée au regard de celle de la personne qui est chargée de l'exécution de la mission confiée. Le recours à la sous-traitance doit constituer l'exception et non la règle. En cas de recours à la sous-traitance, le maître d'ouvrage s'assure avant son acceptation des qualités et de la compétence du sous-traitant que pourrait lui présenter le conducteur d'opération.

Les conducteurs d'opération doivent faire face à de nombreuses missions et tâches dans de multiples domaines. En conséquence, ces missions requièrent, de la part de ces assistants à maîtres d'ouvrage, un bon niveau de compétence dans un grand nombre de disciplines, permettant notamment de s'assurer que les différents prestataires remplissent leurs obligations contractuelles. Pour cela, ils doivent être de bons généralistes et d'excellents gestionnaires de projets techniques complexes pouvant eux-mêmes s'appuyer ponctuellement, si nécessaire, sur des spécialistes auxquels fera par ailleurs appel le maître d'ouvrage. Il est néanmoins indispensable que les conducteurs d'opération et mandataires, aient de bonnes connaissances générales dans l'ensemble des domaines correspondant à leur mission. Ils doivent également posséder une réelle maîtrise de certaines disciplines spécifiquement applicables à l'exercice quotidien de leur métier. Ils doivent surtout disposer de la capacité de piloter et de coordonner, tout au long du processus de construction, l'ensemble des prestations permettant de mener à bien le projet du maître d'ouvrage dans le cadre de leur mission.

Les conducteurs d'opération doivent faire preuve d'un « savoir être » fondé sur d'indispensables qualités de probité, de capacité d'écoute, de discernement, de pragmatisme et de bon sens, d'analyse, d'esprit de synthèse et d'anticipation, de sens critique positif et de forte réactivité, de diplomatie et de fermeté, qui s'exerceront en particulier dans la conduite de réunions et la négociation, et en ce qui concerne les mandataires dans les décisions qu'il convient de prendre.

En outre les conducteurs d'opération doivent avoir une bonne connaissance :

- De l'organisation de la maîtrise d'ouvrage publique (État et établissements publics),
- De la nature des opérations projetées et des caractéristiques de leurs programmes,
- Des politiques publiques en matière d'aménagement, de construction, d'ingénierie et d'environnement,
- En matière de foncier, et d'urbanisme,
- Du langage de l'architecture et des fondements culturels qu'il sous-tend,
- Des méthodes de recherche d'information et de mobilisation d'expertise,
- En matière de responsabilité et de contentieux.

À cette connaissance s'ajoutera une réelle maîtrise :

- Des textes de référence en matière de maîtrise d'ouvrage publique, d'ingénierie, d'achat public, de comptabilité publique,

- Des principes de base d'estimation prévisionnelle, de montage financier et de gestion financière d'une opération,
- Des relations avec les autorités administratives (occupation temporaire du domaine public, permission de voirie, permis de démolir, de construire...), les concessionnaires, la commission de sécurité...,
- Des fondements et des outils de pilotage et de direction de projet aux niveaux stratégique et opérationnel (en particulier dans le cadre du mandat).

Article 12. Conditions particulières d'exécution

Cette consultation comporte des conditions particulières d'exécution dont le détail sera indiqué dans le C.C.A.P.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes par le travail. C'est pourquoi, il a été décidé de faire appel aux partenaires privilégiés que sont les entreprises par le biais de la commande publique, afin de favoriser l'accès à l'emploi de ces personnes. C'est pour réaliser cet objectif ambitieux que le présent marché comporte une clause de promotion de l'emploi dont le respect est **obligatoire**. En application de l'article L2112-2 du Code de la Commande Publique, le cahier des charges comportera donc des clauses visant à promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les chargés de mission clause d'insertion.

Les profils retenus devront être validés obligatoirement avant leur prise de poste.

Le respect de ces clauses sera une condition de la conformité de l'offre finale.

<i>Désignation</i>	Nombre d'heures d'insertion minimales
ACCORD CADRE –MARCHES SUBSEQUENTS	
Lot 1 Haute Garonne (31)	35 h par tranche de 50 000 €
Lot 2 Gard (30) – Hérault (34)	35 h par tranche de 50 000 €
Lot 3 Gers (32) – Lot (46) – Hautes Pyrénées (65) – Tarn-et-Garonne (82)	35 h par tranche de 50 000 €
Lot 4 Aveyron (12) – Lozère (48) – Tarn (81)	35 h par tranche de 50 000 €
Lot 5 Ariège (09) – Aude (11) – Pyrénées Orientales (66)	35 h par tranche de 50 000 €

Chaque marché subséquent sera analysé par la cellule de facilitation Toulouse Métropole Emploi pour le calcul des heures.

Modalités de mise en œuvre

L'entreprise pourra :

- soit recruter directement,
- soit confier à une ETTI (Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion), à un GEIQ (Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification), à une AI (Association Intermédiaire), ou à une ETT (Entreprise de Travail Temporaire), un certain nombre d'heures de mise à disposition de personnel pour la réalisation des travaux ou prestations de services,
- soit sous-traiter une partie des travaux ou prestations à une EI (Entreprise d'Insertion).

Assistance technique du Maître d'Ouvrage

Afin de faciliter la mise en œuvre de cette condition d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition une ingénierie d'insertion ayant pour objet :

- d'informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- d'accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités du chantier et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- de proposer des publics prioritaires.

La cellule clause d'insertion dans les marchés publics peut être jointe aux coordonnées suivantes :

Cellule clause sociale d'insertion de TME (Toulouse Métropole Emploi) :

Blandine MENARD : 05 31 47 17 36

b.menard@emploi-tme.org

NB : il est précisé que l'entreprise conserve l'entière responsabilité des personnes recrutées, de la signature des contrats de travail et de la définition du programme d'insertion.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L2113-12 et L2113-13 du Code de la Commande Publique.

Article 13. Offre

L'offre du soumissionnaire comporte les pièces suivantes

Pièces	Commentaires
Un relevé d'identité bancaire	
<u>L'annexe financière au format EXCEL</u>	<p>L'annexe financière 1 dument complétée. Cette annexe sera accompagnée, le cas échéant, des demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants dans le cas où ceux-ci seraient connus avant l'attribution du marché. La signature des documents n'est pas demandée au stade de la remise des offres.</p> <p>En cas de réponse sur plusieurs lots, le candidat devra fournir une annexe financière par lot. Le numéro du lot devra être clairement identifiée.</p> <p><u>NB :</u></p> <p>Quel que soit le lot, cette annexe financière comprend des montants HT qui constituent des valeurs plafonds.</p> <p>Ainsi les montants HT renseignés par les titulaires de l'accord-cadre à l'occasion de la remise des offres des marchés subséquents sont inférieurs ou égaux à ceux de l'accord-cadre</p> <p>La partie décomposition des prix permet de bénéficier d'un engagement contractuel du titulaire, sur un coût journalier fixe, en cas de besoin, pour des prestations identifiées, pendant la durée de l'accord cadre et à l'appui des marchés subséquents.</p>

Mémoire technique en version word et pdf sur la base du cadre de mémoire technique communiqué et que le candidat utilisera obligatoirement.

Le mémoire rendu n'excédera pas 50 feuilles recto/verso, annexes comprises

Le prestataire doit obligatoirement remettre, au travers d'un mémoire technique :

1. Moyens humains dédiés aux projets : Nombre et qualité des personnels techniques d'encadrement (ingénieur ou architecte ou niveau de compétence équivalent) et personnels exécutant, spécialisés en conduite d'opération présentés par le candidat, dotés d'une autonomie de décision et d'une expérience minimale de trois ans sur des opérations de même nature et ou envergure. CV à l'appui ;

⇒ **Sous pondération :40% de la note technique**

2. Organisation interne du candidat et communication envers le Maître d'ouvrage :

- Adaptation de l'organisation interne aux prestations définies dans les unités d'œuvre (prise de connaissance et appropriation des dossiers, reconnaissance des lieux de l'opération, rédaction des comptes-rendus, rédaction des cahiers des charges, passations d'appels d'offres, méthodologie de suivi des observations de la maîtrise d'ouvrage et des non-conformités : architecturales, fonctionnelles, économiques, environnementales,
- Maillage territorial du candidat
- Eléments concrets permettant d'apprécier la capacité du candidat à gérer plusieurs opérations en simultané
- Gestion et présence d'outils adaptés performants à la réalisation des missions confiées

⇒ **Sous pondération : 40 % de la note technique**

3. Qualité des livrables : l'ensemble de ces éléments pourront être illustrés notamment via des exemples de livrables (liste non exhaustive) : Modèle de compte-rendu, plannings avec jalons, chemin critique, tableau de consolidation des aléas techniques et modifications fonctionnelles qui ont une incidence financière sur le bilan prévisionnel du montant prévisionnel d'une opération, Modèles de supports de module de formation et de communication dans la phase d'accompagnement des maîtres d'ouvrage, postérieure à la réception des travaux,

⇒ **Sous pondération :20% de la note technique**

Article 14. Jugement des offres

1. Examen des candidatures

L'acheteur peut, dans les conditions prévues à l'article R2144-2 du code de la commande publique, permettre une régularisation des candidatures.

Par ailleurs, sont écartées les candidatures ne présentant pas les autorisations nécessaires indiquées à l'article 9 ci-dessus.

Les candidats sont informés que l'acheteur pourra examiner les offres avant les candidatures.

Les candidatures sont envoyées sous la seule responsabilité des candidats. Ces derniers sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et l'heure limite ne seront pas acceptées. Le pouvoir adjudicateur ne pourra être tenu pour responsable du dépassement de la date et de l'heure fixée pour la remise des plis.

2. Critère de choix des offres et notation

Valeur technique de l'offre	60%
Moyens humains dédiés aux projets	24 %
Organisation interne du candidat et Communication envers le MOA (maillage territorial ; capacité à répondre sur plusieurs opérations en simultanée ; la méthode de planification, gestion et la présence d'outils adaptés performants à l'opération etc ...)	24 %
Qualité des livrables	12%
Prix des prestations	40%
<i>Bordereau des prix des différentes missions sur la base d'un DQE non communiqué dans le cadre de la consultation</i>	28%
<i>Taux journaliers par profil</i>	12%

Sont éliminées de la présente consultation sans être classées, les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, étant précisé qu'est :

- inappropriée : une offre qui apporte une réponse sans rapport avec le besoin du pouvoir adjudicateur et qui peut en conséquence être assimilée à une absence d'offre ;
- irrégulière : une offre qui est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation ;
- inacceptable : une offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur ou lorsque les crédits alloués au marché ne permettent pas au pouvoir adjudicateur de la financer.

Chaque critère et sous-critère feront l'objet d'une notation sur 20 pondérée au vu du tableau ci-dessous.

Les offres ayant obtenu moins de 10 points sur le critère technique seront éliminées et ne seront pas classées.

Article 15. Signature du marché et dispositif de vigilance

1. Signature du marché

Le document final d'attribution sera adressé via la plateforme PLACE au candidat retenu, il devra faire parvenir l'acte d'engagement et ses annexes financières dûment signés électroniquement (cf. supra), dans un délai de 7 jours à compter de la réception du courrier d'attribution.

Pour des raisons de double signature électronique,(attributaire et Préfecture de Région), il est demandé à l'entreprise de signer les documents en format PDF uniquement (pas word)

2. E-attestation

Afin de simplifier et sécuriser la transmission des documents, les documents mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4, R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique, et à l'article. D-8222-5 du code du travail sont à déposer sur la plateforme <http://www.e-attestations.com>.

Le service de dépôt des documents est gratuit.

Ces documents seront à déposer dans un délai de 7 jours à compter de la réception du courrier d'attribution, et tous les 6 mois pour les documents le nécessitant. Il s'agit des documents suivants :

- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour ce marché,
- Les certificats annuels attestant du paiement des cotisations fiscales et sociales,
- L'attestation d'assurance Responsabilité Civile et Professionnelle.

Cette demande vaut aussi pour les sous-traitants.

Si vous êtes déjà inscrits, certaines attestations, issues des organismes émetteurs (DGFIP, URSSAF...), pourraient déjà être déposées sur votre compte.

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire devra communiquer au réservataire tout changement dans ces contrats d'assurance.

Conformément aux dispositions des articles précités, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit à défaut de réception des dits documents dans le délai fixé.

Article 16. Variante

Variantes à l'initiative du candidat

La présentation d'une ou plusieurs variantes à l'initiative du candidat est interdite. Si une ou plusieurs variantes sont proposées, ces dernières ne seront pas prises en compte. Seule l'offre de base sera analysée à l'expresse condition que celle-ci soit identifiable. Si tel n'est pas le cas, toutes les offres seront rejetées.

Variantes à l'initiative du pouvoir adjudicateur

La consultation ne prévoit pas de variantes à l'initiative de la Préfecture de Région Occitanie.

Article 17. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 18. Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles L2152-5, L2152-6 et R2152-3 à R2152-5 dans le cas où les offres des candidats paraîtraient anormalement basses, ces derniers devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'administration permettant d'apprécier si l'offre présente bien toutes les garanties de bonne exécution des prestations.

Article 19. Renseignements complémentaires

Au cours de la consultation, et au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la remise des offres, les candidats ont la faculté d'adresser des demandes de renseignement d'ordre administratif ou technique uniquement via la plate-forme de publication de l'appel d'offres -plate-forme des Achats de l'État.

Chaque demande de renseignement d'un candidat fera l'objet d'une réponse écrite. La demande de renseignement et sa réponse sera diffusée aux candidats dont la candidature a été retenue, ayant reçu le dossier de consultation et s'étant identifié, au plus tard six jours avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Article 20. Contacts

Toutes les demandes de renseignements relatives à la procédure doivent être adressées au moyen de la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) www.marches-publics.gouv.fr

Article 21. Règlements et litiges

En cas de contentieux né de l'attribution ou de l'exécution du présent marché, le juge du tribunal administratif de Toulouse, territorialement compétent, est seul saisi du litige juridictionnel.

ANNEXE - MODALITES DE LA CONSULTATION DEMATERIALISEE

La présente consultation est passée en application des articles 40 et suivants du décret précité et de l'arrêté d'application du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Dans les pages suivantes, nous faisons référence à la place de marchés interministérielle accessible à l'adresse : www.marches-publics.gouv.fr. Ce site est libre d'accès et permet les échanges des documents dans le cadre de la consultation. Les soumissionnaires auront la possibilité de consulter les avis publiés sur le site, retirer le dossier de consultation des entreprises, poser des questions à son propos, déposer leur offre et être tenus informés des rejets éventuels.

Le soumissionnaire devra se référer aux prérequis techniques et aux conditions générales d'utilisation disponible sur le site www.marches-publics.gouv.fr pour toute action sur ledit site. Un manuel d'utilisation y est également disponible afin de faciliter le maniement de la plate-forme.

A. Certification et signature électronique

L'attributaire de l'accord-cadre signera son offre électroniquement.

1) **LES EXIGENCES RELATIVES AUX CERTIFICATS DE SIGNATURE DU SIGNATAIRE**

Le certificat de signature du signataire doit respecter au moins le niveau de sécurité préconisé.

1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

- française : sur le portail de la direction générale de la modernisation de l'Etat à l'adresse <http://references.modernisation.gouv.fr/fr> (rubrique « Autour du RGS » en bas à droite, onglet « référencement RGS » puis « Liste des offres référencées ») ;
- d'un autre Etat membre de l'Union européenne : sur le site de la commission européenne à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-mp.xml (au format XML)
https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl-hr.pdf (au format PDF).

Dans ce cas, le soumissionnaire n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2^{ème} cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS).

Le **soumissionnaire** doit transmettre à l'administration les éléments permettant de vérifier que le certificat présente un niveau de sécurité équivalent ou supérieur au niveau ** du RGS et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur. Ces éléments doivent être fournis en langue française.

Tout certificat ne présentant pas des normes de sécurité équivalentes ou supérieures ne sera pas pris en compte.

Justificatifs de conformité à produire

→ Le signataire transmet les informations suivantes :

La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...).

Le soumissionnaire fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation.

L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

2) **OUTIL DE SIGNATURE UTILISE POUR SIGNER LES FICHIERS**

Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : Le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : Lorsque le soumissionnaire utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature PKCS7, XAdES, CAdES ou PAdES.
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique **la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant** notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif (exemple : un contact technique à joindre) en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site etc.).

B. Dépôt de l'offre

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés ; **tout pli qui parviendrait au-delà du délai mentionné supra sera considéré comme hors délai.**

Un message indique au soumissionnaire que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique précisant la date et l'heure de réception. L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie au soumissionnaire que sa réponse n'est pas parvenue à l'administration.

C. Format des fichiers

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition par la personne publique, le soumissionnaire devra disposer du logiciel .zip.

Le soumissionnaire doit signer préalablement les pièces constituant son pli avant la constitution du dossier zippé.

Le soumissionnaire est invité à :

- Utiliser les formats « .doc », « .xls », « .pdf »
- A ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe »
- A ne pas utiliser certains outils, notamment les macros.

Dans le cas d'un fichier incompatible avec les logiciels de l'administration, la personne publique se réserve le droit de demander au soumissionnaire l'envoi du document par tout moyen à sa convenance dans un délai de 48 heures suivant la demande de la personne publique.

D. Anti-virus

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout fichier constitutif de la candidature ou de l'offre devra être traité préalablement par le soumissionnaire par un anti-virus.

Si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique ou dans une copie de sauvegarde ouverte régulièrement, le fichier peut être réparé.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté, ne font pas l'objet d'une réparation. Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte.

Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours.

Si le fichier ne peut être réparé, le pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet. Le soumissionnaire en est informé conformément à la législation en vigueur.

E. Copie de sauvegarde

Une copie de sauvegarde telle que prévue à l'article 43 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à l'article 41 du décret n° 2016-360 du 25 mars **peut être remise**. Elle doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde". Le pli est transmis par tout moyen permettant d'attester de la date de remise, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale ou par porteur contre récépissé, à l'adresse suivante :

Préfecture de Région - SGAR

Plateforme Régional des Achats

1, Place Saint Etienne 31000 TOULOUSE

HEURES DE DEPOT : lundi au vendredi, hors jours fériés ou chômés, entre 09h00 et 12h00 et entre 14h00 et 16h00

La copie de sauvegarde doit être remise avant la date limite de remise des plis indiquée ci-dessus.

NOTA IMPORTANT :

La transmission par messagerie électronique (courriel) n'est pas admise, toute offre parvenant par cette voie sera ignorée et ne fera pas l'objet d'avis de réception.

F. Remarques complémentaires

Les avis d'appels publics à la concurrence en ligne sont consultables librement sans aucune contrainte d'identification.

L'administration s'engage sur l'intégrité des documents mis en ligne. Ces mêmes documents sont disponibles imprimés sur papier et conservés dans les locaux du service marchés du pouvoir adjudicateur et dans ce cas sont les seuls faisant foi sous cette forme.

les soumissionnaires sont vivement invités à parcourir l'ensemble des documents disponibles sur le site :

- manuel d'utilisation ;
- conditions générales d'utilisation ;
- prérequis techniques.

Ces documents décrivant l'utilisation du site www.marches-publics.gouv.fr font partie intégrante du règlement de consultation.